

La politique d'alliance russe à l'épreuve des limites du « multivectorisme »

Karan VASSIL

Diplômé d'un master de relations internationales de Paris II Panthéon-Assas et étudiant en master à *King's College London*.

La guerre en Ukraine menée aujourd'hui par la Russie marque une véritable rupture entre ces deux anciennes républiques soviétiques, en même temps qu'elle signe un échec flagrant de la politique d'alliance russe dans sa sphère d'influence. La stratégie d'alliance de la Russie est un véritable miroir de sa politique étrangère ; comme telle, elle témoigne de ses forces et de ses faiblesses. Mue par un sentiment d'humiliation vis-à-vis des pays occidentaux et nostalgique de la guerre froide, la Russie cherche désespérément à retrouver son statut perdu de grande puissance, malgré un déclin continu sur le plan économique, démographique et géopolitique depuis près de trente ans ⁽¹⁾. En effet, avec la fin du Pacte de Varsovie et la dissolution de l'URSS en 1991, la Russie est devenue un pays orphelin sur la scène internationale. La détention de l'arme nucléaire est le seul vestige qui rattache encore au statut de grande puissance un État russe déliquescents, doté d'une armée dont les capacités opérationnelles ont décliné ; de fait, dans les années 1990, la voix de la Russie ne pèse que peu sur le plan international.

Il faut attendre le tournant du siècle pour que s'opère une dynamique de réaffirmation sur la scène extérieure, impulsée par Evgueni Primakov ⁽²⁾ et poursuivie par Vladimir Poutine, dès son premier mandat présidentiel (2000). À cette occasion, la Russie a cherché également à renouveler en profondeur sa politique d'alliance. Délaissant les alliances politico-militaires rigides du type de l'Organisation du traité d'Atlantique nord (Otan), la diplomatie russe revendique, à partir de cette date, la pratique du « multivectorisme » ⁽³⁾. Introduite au début des années 2000 pour qualifier la diversification de la politique d'alliance avec des petites puissances comme le Kazakhstan, cette notion permet aussi de décrire à une échelle plus globale les nouvelles

⁽¹⁾ NYE Joseph S., « Comment faire face à une Russie en déclin », *Project Syndicate*, 5 novembre 2019.

⁽²⁾ GRESSANI Gilles, « La doctrine Primakov », *Le Grand Continent*, Archives et discours, 17 novembre 2017 (<https://legrandcontinent.eu/fr/2017/11/08/la-doctrine-primakov/>).

⁽³⁾ CUMMINGS Sally, « Eurasian Bridge or Murky Waters between East and West? Ideas, Identity and Output in Kazakhstan's Foreign Policy », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 19, n° 3, 2003, p. 139-155.

formes de sociabilités interétatiques qui concurrencent le modèle d'alliance issu de la guerre froide.

Après avoir retracé les origines historiques et théoriques du multivectorisme russe, il sera possible de mettre en évidence son originalité, qui repose sur la combinaison d'alliances classiques et de partenariats moins contraignants. Cette combinaison se déploie selon une géographie spécifique et répond à des objectifs sécuritaires et stratégiques précis : tandis que les alliances formelles sont limitées à l'« étranger proche » de la Russie, les partenariats stratégiques sont noués en priorité avec les pays d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient. Nous verrons enfin comment, en cherchant à consolider son influence dans son pré-carré, la Russie s'est heurtée aux réflexes souverainistes et défensifs des États *post*-soviétiques, au point de se retrouver en quelque sorte prisonnière de leur multivectorisme.

Aux origines du multivectorisme russe

Après que la fin de la guerre froide a mis en question l'utilité des alliances traditionnelles, le multivectorisme russe, inspiré des stratégies d'alliance développées par les petites puissances de l'espace *post*-soviétique, a été ensuite revendiqué par Moscou comme un outil privilégié de sa politique étrangère.

Le débat sur les nouvelles formes d'alliances dans l'après-guerre froide

La théorisation du « format de guerre froide » des alliances, à l'image de l'Otan et du Pacte de Varsovie, porte l'empreinte du paradigme réaliste. Stephen Walt, l'un des représentants de l'école néoréaliste des relations internationales, définit ainsi les alliances comme un « accord formel ou informel de coopération entre deux États pour des raisons de sécurité »⁽⁴⁾ ; la durabilité et la solidité sont les principales caractéristiques de telles alliances.

Avec la disparition de l'URSS, précédée par la dissolution du Pacte de Varsovie, la période de l'après-guerre froide a inauguré une remise en question du format classique des alliances, entraînant ainsi une profonde mutation de l'Otan, qui se retrouvait dépourvue de son ennemi fondateur⁽⁵⁾. C'est dans ce contexte que certains théoriciens appellent à un renouvellement du débat sur les relations entre États, sur la base d'une distinction entre l'idée d'alliances et celle d'alignement⁽⁶⁾. L'alignement renvoie à une association d'États plus souple et versatile, et ne porte pas exclusivement sur des questions de sécurité⁽⁷⁾. Enfin, là où les alliances traditionnelles

(4) WALT Stephen M., « Alliance Formation and the Balance of World Power », *International Security*, vol. 9, n° 4, 1985, p. 3-43.

(5) MENON Rajan, « The End of Alliances », *World Policy Journal*, vol. 20, n° 2, 2003, p. 1-20.

(6) Voir WILKINS Thomas S., « "Alignment", not "Alliance"—the Shifting Paradigm of International Security Cooperation: toward a Conceptual Taxonomy of Alignment », *Review of International Studies*, vol. 38, n° 1, 2012, p. 53-76 ; et CHIDLEY Collen, « Towards a Framework of Alignment in International Relations », *Politikon*, vol. 41, n° 1, 2014, p. 141-157.

(7) ERKOMAISHVILI David, « Alliance Index: Measuring Alignments in International Relations », *International Studies*, vol. 56, n° 1, 2019, p. 28-45 (<https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0020881718825079>).

tendent à refléter une conception européenne et américaine de la sécurité, l'alignement relève d'abord d'une vision non occidentale, que l'on retrouve dans la politique étrangère indienne ou encore chinoise ⁽⁸⁾. Mais l'alignement est également un instrument de politique étrangère privilégié par les États de l'espace *post*-soviétique. Il prend alors le nom de « multivectorisme ».

Le multivectorisme, outil des puissances secondaires et des États faibles

L'origine du concept de multivectorisme est attribuée à Noursoultan Nazarbaïev, président du Kazakhstan de 1990 à 2019 ⁽⁹⁾. Celui-ci a en effet redéfini la politique étrangère kazakhstanaise au lendemain de son indépendance. Son objectif était de conserver des liens forts avec Moscou, tout en développant des coopérations avec d'autres puissances, telles que la Chine ou les États-Unis. Adopté par d'autres États *post*-soviétiques d'Asie centrale tels que l'Ouzbékistan ou encore l'Azerbaïdjan, le multivectorisme est avant tout une stratégie de politique étrangère « du faible au fort », adaptée aux petites puissances ⁽¹⁰⁾. Par les associations flexibles et versatiles qu'il implique, le multivectorisme permet de tirer profit des partenariats économiques et militaires avec les grandes puissances, sans pour autant tomber sous leur dépendance ⁽¹¹⁾. C'est la raison pour laquelle ce format d'association a pu émerger dans le vide créé par la dissolution du Pacte de Varsovie. Cette dissolution a libéré la politique étrangère des anciens satellites soviétiques des contraintes qui pesaient sur eux pendant la guerre froide.

Le multivectorisme dans le cadre de la politique étrangère Russe

Evgueni Primakov, ministre des Affaires étrangères de 1996 à 1998, puis chef du gouvernement jusqu'à la fin de l'année 1999, inaugure le retour de la Russie sur la scène internationale sous le sceau du multivectorisme. Pour ce faire, Primakov s'est attaché à renforcer les liens internationaux de la Russie par des partenariats stratégiques avec l'Inde, la Chine et des États sud-américains tels que Cuba, le Nicaragua ou encore le Venezuela ⁽¹²⁾. La souplesse de cette stratégie a permis à Moscou de rompre avec l'isolement dans lequel elle se trouvait au lendemain de l'effondrement de l'URSS. Cette refonte de la stratégie de la Russie s'est alors accompagnée d'une promotion de la multipolarité pour contrer les tendances unilatérales américaines ⁽¹³⁾. Pour autant, les alliances ne sont pas absentes de la politique étrangère russe, comme le montre

⁽⁸⁾ CHIDLEY Collen, « Towards a Framework of Alignment in International Relations », *Politikon*, vol. 41, n° 1, 2014, p. 141-157.

⁽⁹⁾ NAZARBAÏEV Noursoultan Ābichouly, « Strategy of the Formation and Development of Kazakhstan as a Sovereign State », *Kazakhstanskaya Pravda*, 16 mai 1996.

⁽¹⁰⁾ VANDERHILL Rachel, JOIREMAN Sandra F. et TULEPBAYEVA Roza, « Between the Bear and the Dragon: Multivectorism in Kazakhstan as a Model Strategy for Secondary Power », *International affairs*, vol. 96, n° 4, 2020, p. 975-993 (<https://academic.oup.com/ia/article/96/4/975/5855019>).

⁽¹¹⁾ LOCOMAN Ecaterina et PAPA Mihaela, « Transformation of Alliances: Mapping Russia's Close Relationships in the Era of Multivectorism », *Contemporary Security Policy*, vol. 43, n° 2, 2022, p. 274-307.

⁽¹²⁾ ELLIS Robert Evan, *The new Russian engagement with Latin America: strategic position, commerce, and dreams of the past*. United States Army War College Press, 2015, 136 pages (<https://publications.armywarcollege.edu/pubs/2345.pdf>).

⁽¹³⁾ MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, « Briefing by Foreign Ministry Spokesperson Maria Zakharova », Moscou, 2016.

l'exemple de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) : regroupant la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, l'OTSC est en effet une organisation politico-militaire fondée en 2002 sur la base d'un traité de sécurité collective. Regroupant cinq États, cette structure est née, comme le dit Yulia Nikitina, d'un effort de fonder dans l'espace *post-soviétique*, une formation calquée sur l'Otan ⁽¹⁴⁾. Le choix de la structure d'alliance par la Russie varie en fonction de l'environnement stratégique ⁽¹⁵⁾. Ainsi dans son environnement proche, Moscou a tendance à développer des alliances plus formelles, tandis qu'au-delà, elle préfère les partenariats stratégiques.

Les partenariats stratégiques, instrument du retour de la Russie sur la scène internationale

Le multivectorisme russe comprend différents types de coopérations, allant du partenariat stratégique avec la Chine, que d'aucuns qualifient d'« alliance informelle » ou de « quasi-alliance » ⁽¹⁶⁾, aux partenariats avec des États périphériques. Ces différentes coopérations donnent à lire l'évolution des priorités stratégiques de la politique étrangère russe.

Les ambigüités du partenariat sino-russe

Evgueni Primakov est l'artisan du partenariat stratégique avec la Chine, initié en 1996 ⁽¹⁷⁾ et formalisé en 2001 par la signature du « Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération ». N'étant pas une alliance militaire formelle en raison de l'absence de clause d'assistance mutuelle, cette coopération est pourtant parfois qualifiée d'« alliance tacite » ⁽¹⁸⁾ dans la mesure où elle se fonde sur une communauté d'intérêts tant stratégiques qu'économiques.

L'« axe de gouvernance » ⁽¹⁹⁾ sino-russe se fonde, d'abord, sur une logique révisionniste ⁽²⁰⁾, impliquant un rejet commun de l'« hégémonie américaine » et la promotion d'un monde multipolaire. Ainsi, en s'opposant à l'installation du système antimissile américain *Terminal High Altitude Area Defense (THAAD)* en Corée du Sud ⁽²¹⁾, les deux États ont conduit en 2016 et en 2017 les exercices antimissile

⁽¹⁴⁾ NIKITINA Yulia, « The Collective Security Treaty Organization Through the Looking Glass », *Problems of Post-Communism*, vol. 59, n° 3, 2012, p. 41-52.

⁽¹⁵⁾ SILAEV Nikolai, « Russia and its Allies in Three Strategic Environments », *Europe-Asia Studies*, 8 mars 2021 (<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09668136.2021.1887087>).

⁽¹⁶⁾ NEMETS Alexandr, « Russia and China: The Mechanics of an Anti-American Alliance », *The Journal of International Security Affairs*, n° 11, automne 2006, p. 83-88 (<https://ciaotest.cc.columbia.edu/>).

⁽¹⁷⁾ ROZMAN Gilbert, « The Sino-Russian Strategic Partnership: How Close? Where To? », in BELLACQUA James (dir.), *The Future of China-Russia Relations*, University Press of Kentucky, 2010, 372 pages, p. 13-32.

⁽¹⁸⁾ KASHIN Vassily, « Tacit Alliance: Russia and China Take Military Partnership to New Level », *Carnegie Endowment for International Peace*, 22 octobre 2019 (<https://carnegiemoscow.org/commentary/80136>).

⁽¹⁹⁾ BOBO Lo, « Sino-Russian Relations », *Europe-China Research and Advice Network (ECRAN)*, Short Term Policy Brief 87, mai 2014.

⁽²⁰⁾ STENT Angela, « Russia and China: Axis of Revisionists? » *Brookings*, 24 février 2020.

⁽²¹⁾ BONDZ Antoine, « La réaction chinoise au déploiement du THAAD, illustration du dilemme sud-coréen », *Note de la FRS*, n° 9, 10 avril 2017, Fondation pour la recherche stratégique (www.frstrategie.org/).

Aerospace Security ⁽²²⁾. De la même façon, les deux puissances participent à des exercices militaires bilatéraux, mais aussi dans le cadre multilatéral de l'Organisation de coopération de Shanghai ⁽²³⁾ (OCS). Cette coopération militaire se double d'un renforcement des ventes d'armes en 2015, après que la Russie a mis fin aux restrictions sur les exportations des armements les plus en pointe, telles que les systèmes antimissile *S-400*. En 2015, la Chine est devenue le premier acquéreur étranger de ce système, en signant un contrat d'acquisition pour un total de 3 milliards de dollars ⁽²⁴⁾.

Sur le plan économique, cherchant à diversifier ses marchés d'exportation après 2014, la Russie a effectué un virage vers l'est, en développant notamment un partenariat énergétique avec la Chine. Or, malgré l'enthousiasme affiché par les deux parties, la coopération énergétique révèle surtout la réalité asymétrique de ce partenariat. De fait, alors que l'annexion de la Crimée (2014) ⁽²⁵⁾ puis l'invasion de l'Ukraine (février 2022) ⁽²⁶⁾, renforcent la volonté de l'Union européenne de s'affranchir du gaz russe, la Russie devient *de facto* plus dépendante de la Chine pour ses exportations d'hydrocarbures. Auparavant, dans le cadre des négociations sur le partenariat énergétique qui ont eu lieu en 2014, la Chine a refusé que les pipelines d'approvisionnement de gaz vers son territoire soient reliés aux pipelines en direction de l'Europe, ce qui a conduit à priver la Russie de la possibilité de diriger les flux de gaz à l'Est ou à l'Ouest en fonction du contexte politique ⁽²⁷⁾. Plus récemment, bien que la Russie ait réussi à sécuriser un contrat d'acheminement du gaz vers son voisin chinois ⁽²⁸⁾, le prix du gaz vendu à la Chine reste inférieur à celui du marché européen ⁽²⁹⁾.

Pareille asymétrie se retrouve également au niveau de la coopération militaire et au niveau diplomatique. En matière d'armement, la Chine entend moins dépendre de ses achats d'armes à l'étranger et cherche, en même temps, à bénéficier de transferts de technologie. Aussi dans le projet d'hélicoptère transport lourd *Advanced Heavy Lifter*, la Russie est cantonnée au support technique, notamment avec le transfert de technologies provenant du *Mi-26*, tandis que la Chine est responsable de la conception et de la production ⁽³⁰⁾. Enfin, l'invasion de l'Ukraine a abouti à l'isolement radical de la Russie sur la scène internationale, en accentuant davantage sa dépendance vis-à-vis

⁽²²⁾ AGENCE TASS, « Russia, China Launch First Computer-Enabled Anti-Missile Exercises », 26 mai 2016 (<https://tass.com/defense/878407>).

⁽²³⁾ Créée à Shanghai le 15 juin 2001, l'OCS est une organisation intergouvernementale regroupant huit États (Chine, Fédération de Russie, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan et Tadjikistan) qui se concentre sur les questions de sécurité régionale.

⁽²⁴⁾ MADI Naël, « Le *S-400 Triumph* : outil de suprématie militaire et diplomatique au service des intérêts russes », *Nemrod ECDS*, (<https://nemrod-ecds.com/?p=3200>).

⁽²⁵⁾ JÉGO Marie, « La Russie programme l'annexion de la Crimée », *Le Monde*, 12 mars 2014 (www.lemonde.fr/).

⁽²⁶⁾ BOURDILLON Yves, QUÉNELLE Benjamin, « La Russie lance une offensive fulgurante sur l'ensemble de l'Ukraine », *Les Échos*, 24 février 2022 (<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/la-russie-envahit-lukraine-1389259>).

⁽²⁷⁾ SHARPLES Jack D., « The Shifting Geopolitics of Russia's Natural Gas Exports and Their Impact on EU-Russia Gas Relations », *Geopolitics*, vol. 21, n° 4, 2016, p. 880-912.

⁽²⁸⁾ SOLDATKIN Vladimir et CHEN Aizhu, « Putin Hails \$117.5 Bln of China Deals as Russia Squares off with West », *Reuters*, 4 février 2022 (www.reuters.com/).

⁽²⁹⁾ ZHEN Liu, « Russian Gas Sales to China 'Will Not Make up for Loss of European Market' », *South China Morning Post*, 27 mars 2022.

⁽³⁰⁾ SCHWARTZ Paul N., « The Changing Nature and Implications of Russian Military Transfers to China », *Center for Strategic and International Studies*, 21 juin 2021 (www.csis.org/).

La politique d'alliance russe à l'épreuve des limites du « multivectorisme »

de la Chine. Comme le souligne Céline Marangé ⁽³¹⁾, chercheuse spécialiste de la Russie, deux logiques sont à l'œuvre dans ce partenariat. Pour la Russie, une vision tactique à court terme prime, puisque le renforcement de la coopération avec Pékin permet de rompre son isolement. Pour la Chine, il s'agit surtout de poursuivre une stratégie de puissance à long terme, à mesure que l'isolement russe se prolonge.

Les coopérations militaires en Afrique, révélatrices de la subversion antioccidentale pratiquée par la Russie

Fortement implantée en Afrique durant la guerre froide, la Russie renoue avec sa politique africaine dans les années 2000 par des coopérations militaires et énergétiques. À partir de 2017, la Russie renforce considérablement son activité diplomatique en Afrique, signant des accords de coopération avec vingt pays d'Afrique subsaharienne ⁽³²⁾. La coopération sécuritaire se matérialise par la vente d'armes et l'envoi de conseillers militaires qui, n'appartenant pas à l'armée russe, sont des mercenaires de la Société militaire privée (SMP) Wagner ⁽³³⁾. Le recours à cette société permet à l'État russe de se distancier des actions de cette dernière de sorte à bénéficier du déni plausible dans les différentes actions subversives menées par la société de mercenaires. Outre la coopération militaire, la politique africaine de la Russie se double d'intenses campagnes d'influence contre la présence d'anciennes puissances coloniales, telles que la France. Ainsi, des campagnes numériques au Mali et en République centrafricaine ont récemment été lancées contre la France ⁽³⁴⁾. Véritables « usines à trolls », les comptes de réseaux sociaux participant à cette campagne anti-française sont liés à l'homme d'affaires russe, Evgueni Prigozhin, qui est à la tête de la SMP Wagner ⁽³⁵⁾.

Les alliances russes : les pratiques « post-impériales » ⁽³⁶⁾ au défi du multivectorisme des États post-soviétiques

Dans l'espace *post-soviétique*, Moscou jouit d'une influence et d'une capacité d'intervention réduite au regard du potentiel de puissance de son armée et de son arsenal nucléaire. Elle y est confrontée aux tendances centrifuges de ses voisins qui tentent de ne pas tomber sous sa coupe, tout en maintenant des liens forts avec elle.

⁽³¹⁾ MARANGÉ Céline, « Le rapprochement de la Russie avec la Chine : le triomphe de la stratégie sur la tactique ? », *Note de recherche stratégique* n° 19, mai 2015, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem), p. 8 (https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/1137/NRS_n19_2015.pdf).

⁽³²⁾ TCHOUBAR Poline, « La nouvelle stratégie russe en Afrique subsaharienne : nouveaux moyens et nouveaux acteurs », *Note de la FRS*, n° 21/2019, 11 octobre 2019 (www.frstrategie.org/).

⁽³³⁾ SHURKIN Michael, « La Russie au Sahel : vers une aggravation des situations sécuritaires et politiques », *Le Rubicon*, 13 avril 2022.

⁽³⁴⁾ GAUZÈRE François, « Fin de partie pour Barkhane ? », *Nemrod-ECDS*, janvier 2022 (<https://nemrod-ecds.com/>) ; voir aussi BAROTTE Nicolas, « Sur Internet, la campagne de Wagner a commencé », *Le Figaro*, 5 décembre 2021.

⁽³⁵⁾ AUDINET Maxime et GÉRARD Colin, « Les "libérateurs" : comment la "galaxie Prigojine" raconte la chevauchée du groupe Wagner au Sahel », *Le Rubicon*, 15 février 2022 (<https://lerubicon.org/>).

⁽³⁶⁾ RAVIOT Jean-Robert (dir.), *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?* 2016, La Documentation française, 192 pages.

La Russie face aux politiques de « *balancing* » régional des États centre-asiatiques

La Russie déploie, auprès de ses proches voisins, une politique étrangère dont le but premier est de maintenir la sécurité et son influence de la région. Or, depuis leur indépendance, les États *post*-soviétiques ont manifesté le désir d'éviter une relation de dépendance excessive à l'égard de l'ancienne métropole soviétique. Aussi dans cette zone, la théorie classique de l'équilibre des puissances, revisitée par Stephen Walt ⁽³⁷⁾, s'applique-t-elle. Les pays comme l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan ou l'Ukraine, qui ont le potentiel d'équilibrer cette menace, demandent le soutien d'acteurs éloignés et puissants tels que les États-Unis, l'Union européenne ou encore la Chine, capables de jouer le rôle de contrepoids, empêchant ou, du moins, limitant ainsi l'hégémonie russe. L'exemple du partenariat noué par l'Azerbaïdjan avec la Turquie, en 2010 ⁽³⁸⁾ illustre bien cette pratique de « l'équilibre régional » ⁽³⁹⁾ (*balancing regionalism*), qui permet à cette ancienne république soviétique de s'affranchir d'une relation asymétrique avec la Russie ⁽⁴⁰⁾. Les alliés de la Russie dans le cadre de l'OTSC, dont la position géographique ne permet pas un accès facile aux contrepoids, sont toutefois contraints de former des alliances avec Moscou.

Les limites des alliances formelles russes : l'exemple de l'OTSC

Pour la Russie, l'OTSC permet de légitimer ses actions dans l'espace *post*-soviétique comme cela a été le cas lors de son intervention dans la crise kazakhe en janvier 2022. L'annonce par le gouvernement kazakh, le 1^{er} janvier, de la fin du plafond sur le prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL), a provoqué le lendemain une gronde sociale qui a pris une tournure insurrectionnelle en embrasant l'ensemble du pays. Face à l'échec des forces de maintien de l'ordre, le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev a déclaré l'état d'urgence et a appelé à la rescousse les États-membres de l'OTSC. C'est dans ce cadre que la Russie, assistée des autres États-membres, a envoyé des troupes aéroportées au Kazakhstan ⁽⁴¹⁾. L'intervention a été de courte durée et, en voulant l'inscrire sous mandat de l'OTSC, la Russie entendait rétablir la stabilité du régime tout en évitant de renforcer un sentiment antirusse. Dès lors, l'OTSC apparaît comme un instrument de légitimation de l'interventionnisme de la Russie dans ce qu'elle perçoit comme étant son pré-carré.

Toutefois, comme le note la chercheuse Elena Kropatcheva, un singulier paradoxe semble tourner la relation au profit des voisins de la Russie. En effet, « les États de l'OTSC sont prêts à n'accorder à la Russie qu'un soutien nominal, si cela ne leur coûte pas trop cher dans leurs relations avec d'autres acteurs internationaux ou s'ils ont

⁽³⁷⁾ WALT Stephen M., *The Origins of Alliances*, Cornell University Press, 1990.

⁽³⁸⁾ ALIYEV Ilham, « Cérémonie de signature de documents azerbaïdjano-turcs », Gouvernement de l'Azerbaïdjan, 16 août 2010 (<https://president.az/az/articles/view/603>).

⁽³⁹⁾ TSKHAY Aliya et COSTA BURANELLI Filippo, « Accommodating Revisionism through Balancing Regionalism: The Case of Central Asia », *Europe-Asia Studies*, vol. 72, n° 6, 2020, p. 1033-1052.

⁽⁴⁰⁾ STRAKES Jason E., « Situating the 'Balanced Foreign Policy': The Role of System Structure in Azerbaijan's Multi-Vector Diplomacy », *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, vol. 15, n° 1, 2013, p. 37-67.

⁽⁴¹⁾ Mandraud Isabelle et GRYSZPAN Emmanuel, « Moscou en position de force au Kazakhstan », *Le Monde*, 8 janvier 2022.

des intérêts communs en la matière »⁽⁴²⁾. L'opération de l'OTSC n'en révèle pas moins que les élites politiques des États-membres peuvent compter sur le soutien de la Russie quand leur régime est fragilisé par des crises sociales, comme cela a été le cas au Kazakhstan ; en contrepartie, la Russie dispose, avec l'OTSC, d'un levier de puissance pour stabiliser son étranger proche.

*
**

La pratique du multivectorisme a permis à la Russie de rompre l'isolement diplomatique provoqué par sa politique de contestation de l'ordre mondial et de renforcer ainsi sa présence sur la scène internationale. Néanmoins, la fragilité de la politique d'alliance russe est flagrante dans l'espace *post*-soviétique. En effet, alors même qu'elle a réussi à y établir des alliances défensives classiques, la Russie se retrouve paradoxalement confrontée à des gouvernements méfiants, qui cherchent par tous les moyens à contrer ses tendances hégémoniques.

En plus de remettre en question les fondements de la politique étrangère et de sécurité russe de ces vingt dernières années, la guerre en Ukraine signe l'échec de sa politique d'alliance dans les pays frontaliers⁽⁴³⁾. Bien que servant de base arrière aux troupes d'invasion russes, la Biélorussie, allié le plus proche de la Russie et État-membre de l'OTSC, refuse, pour le moment, d'intervenir dans le conflit, malgré les pressions de Moscou⁽⁴⁴⁾. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, dans un entretien du 5 mai 2022 accordé à l'*Associated Press*⁽⁴⁵⁾ a évoqué l'enlèvement du conflit et est soupçonné de chercher à en tirer profit pour rompre l'isolement international dans lequel se trouve son pays depuis la répression des manifestations de 2020⁽⁴⁶⁾. À ce titre, la crainte que l'Ukraine ne rejoigne l'Otan montre combien le Kremlin a échoué à devenir un modèle attractif sur la scène internationale, et ce à plus forte raison auprès de ses voisins de l'« étranger proche ». Au-delà de l'Ukraine, d'autres États *post*-soviétiques, comme la Moldavie ou encore la Géorgie, redoublent d'efforts pour rejoindre des structures internationales occidentales⁽⁴⁷⁾. Dans ces conditions, il n'est pas impossible que le spectre d'une défaite russe en Ukraine puisse présager d'un séisme dans l'architecture d'alliances de la Russie. ♦

(42) KROPATCHEVA Elena, « Russia and the Collective Security Treaty Organisation: Multilateral Policy or Unilateral Ambitions? », *Europe-Asia Studies*, vol. 68, n° 9, 2016, p. 1526-1552. KROPATCHEVA Elena, « Russia and the Collective Security Treaty Organisation: Multilateral Policy or Unilateral Ambitions? », *Europe-Asia Studies*, vol. 68, n° 9, 2016.

(43) MINIC Dimitri, « Invasion russe de l'Ukraine : une rupture politico-stratégique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 126, Institut français des relations internationales (Ifri), mars 2022 (www.ifri.org/).

(44) AGENCE FRANCE PRESSE (AFP), « Guerre en Ukraine : la Biélorussie rechigne à s'engager dans le conflit », *Le Figaro*, 29 mars 2022 (www.lefigaro.fr/f).

(45) PHILLIPS Ian, « The AP Interview: Belarus Admits Russia's War "Drags On" », *AP News*, 5 mai 2022 (<https://apnews.com/article/belarus-alexander-lukashenko-ap-interview-9bc1f6524eb65841b924883705684b7f>).

(46) RUDNIK Alesia, « Wily Belarus Dictator Sees Putin's War as an Opportunity to End His Isolation », *Atlantic Council*, 25 avril 2022 (www.atlanticcouncil.org/).

(47) « Parliament Speaker: No Time for "Critical Look" at Georgia, Ukraine, Moldova ahead of "Political Decision" on EU Membership », *Agenda.ge* <https://agenda.ge/en/news/2022/2095>). « "La Moldavie a sa place dans l'UE", déclare la présidente Maia Sandu », Parlement européen, 18 mai 2022 (www.europarl.europa.eu/).